

**Formulaire de demande d'autorisation d'exercice
d'une activité accessoire ou d'exercice à temps partiel
pour la création ou la reprise d'une entreprise**

Fonctionnaires et agents contractuels à temps complet et assimilés (durée de travail supérieure à 70% du temps plein)

Temps partiel pour création ou reprise d'entreprise

1. Informations sur la situation personnelle

Nom et prénom de l'agent	
Adresse géographique et postale	
Téléphone	
Courriel	

2. Situation administrative

Statut	<input type="checkbox"/> Fonctionnaire titulaire <input type="checkbox"/> Fonctionnaire stagiaire <input type="checkbox"/> Agent contractuel de droit public
Catégorie	<input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> C <input type="checkbox"/> D
Grade	
Spécialité / domaine (le cas échéant)	<input type="checkbox"/> Administrative <input type="checkbox"/> Technique (domaine :) <input type="checkbox"/> Sécurité civile <input type="checkbox"/> Sécurité publique
Commune ou établissement d'affectation	
Lieu d'affectation	
Position administrative	<input type="checkbox"/> Activité <input type="checkbox"/> Détachement <input type="checkbox"/> Disponibilité <input type="checkbox"/> Congé parental

Situation actuelle	
Activité les 3 années précédentes	
Temps de travail	<input type="checkbox"/> Temps plein <input type="checkbox"/> Temps partiel (..... % du temps plein) <input type="checkbox"/> Temps non-complet (..... h / semaine)

3. Activité envisagée

Motif de la demande :

→ Article 6 du décret n°2011-1551 :

- 1° (expertise et consultation)
- 2° (enseignement et formation)
- 3° (sport et culture)
- 4° (activité agricole)
- 5° (conjoint collaborateur)
- 6° (aide à domicile d'un membre de la famille)
- 7° (travaux de faible importance chez les particuliers)
- 8° (activité d'intérêt général)
- 9° (mission d'intérêt public de coopération internationale)
- 10° (services à la personne)
- 11° (vente de biens produits personnellement)

→ Article 10 du même décret :

- Temps partiel pour créer ou reprendre une entreprise

Nature de l'activité envisagée	
Identité / forme / objet social de l'entreprise	
Secteur et branche d'activité	

Durée / périodicité/ horaires ou conditions particulières de réalisation de l'activité	
Conditions de rémunération	
Date envisagée de début	
Autres activités accessoires déjà déclarées ou autorisées auparavant	

Pièces jointes : (statuts de l'entreprise, association, etc.)

4. Déclaration sur l'honneur

Je soussigné(e) _____, certifie sur l'honneur l'exactitude des informations fournies ci-dessus.

Fait à _____, le ____ / ____ / _____

Signature de l'agent : _____

Article 441-6 : Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros (3 579 952 FCFP) d'amende.

Est puni des mêmes peines le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir, de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir d'une personne publique, d'un organisme de protection sociale ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, une prestation, un paiement ou un avantage indu.

5. Avis

Avis du supérieur hiérarchique	
--------------------------------	--

Avis des Ressources Humaines	
Avis de l'autorité de nomination (en cas de saisine de déontologie)	
Avis de la commission de déontologie (le cas échéant)	
Avis de la HATVP (le cas échéant ¹)	

6. Décision de l'autorité de nomination

Décision	<input type="checkbox"/> Autorisation <input type="checkbox"/> Refus
Motifs (en cas de refus)	
Réserves ou recommandations	
Visa	

¹ Si l'avis de la commission de déontologie ne permet pas de lever le doute sur la compatibilité de l'activité avec le service